

DISCURSO

MICHEL LAURENT¹

Salutations

Excellence, Monsieur le Président de la République du Tchad;

Excellence, Monsieur le Président de la République du Niger (à confirmer);

Monsieur le Ministre de la Science, de la Technologie et de l'Innovation de la République Fédérative du Brésil;

Monsieur le Ministre de l'Environnement et du Développement Durable de la République du Burkina Faso;

Monsieur le Ministre du Développement de la République française (à confirmer);

Monsieur le Gouverneur de l'Etat de Cearà;

Monsieur le Gouverneur de l'Etat de Pernambuco;

Monsieur le Secrétaire Exécutif de la Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification;

Monsieur le Secrétaire Général de l'Organisation Météorologique Mondiale;

Monsieur le Président du Comité sur la Science et la Technologie de la Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification;

Monsieur le Secrétaire Exécutif de l'Agence Panafricaine de la Grande Muraille Verte;

Monsieur le Président du Centre d'Etudes Stratégiques et de la Gestion;

Monsieur le Président du Conseil National pour le Développement Scientifique et Technologique du Brésil;

Monsieur le Président de l'Institut Lula;

Mesdames et Messieurs les élus;

¹ Président de Institut de Recherche pour le Développement (IRD) (France).

Chères et chers collègues;

Mesdames et Messieurs.

La lutte contre la dégradation des terres, la désertification et la sécheresse représente un enjeu global qui touche un nombre croissant de personnes et cela à toutes les latitudes.

Conformément aux données fournies par la Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification, je parle sous le contrôle de Monsieur le Secrétaire Exécutif de l'UNCCD, cher Luc Gnacadja, plus de 250 millions de personnes sont aujourd'hui directement affectées par la désertification et environ 40% des terres agricoles ont été dégradées tout au long de ces dernières décennies, entre autre, par l'érosion, la salinisation, la pollution et l'urbanisation.

La dégradation des terres dans un contexte de forte croissance démographique a, par ailleurs, des conséquences immédiates sur la sécurité alimentaire et, par conséquent, sur la santé publique, en particulier dans les régions déjà lourdement touchées par les crises alimentaires qui perdurent depuis 2007 avec une extrême gravité.

Je me réjouis de voir aujourd'hui, chers Abdoulaye, Antonio et Glaucius, que le chemin qui nous conduit ici à Rio+20 et que nous avons parcouru ensemble depuis la conférence internationale de Fortaleza en août 2010 sur le « climat, la durabilité et le développement des régions semi-arides », en passant par les conférences internationales de Mendoza et de Niamey en 2011.

Enfin, Il y a quelques mois, le 6ème Forum Mondial de l'Eau à Marseille, nous a permis de construire un partenariat ambitieux et innovant entre le Brésil, l'ensemble des Etats africains membres de l'Agence panafricaine de la Grande Muraille Verte et la France. Nous avons affiché, ensemble, un objectif commun: celui d'identifier les réponses les plus efficaces aux questions d'adaptation et de lutte contre la désertification et la dégradation des terres.

La présence de l'IRD, en sa qualité d'Agence Inter-établissements de Recherche pour le Développement, l'AIRD, comme partenaire de cet accord de coopération tripartite que nous avons l'honneur de lancer aujourd'hui n'est certainement pas le fruit du hasard. L'IRD a en effet la particularité de mener depuis des décennies des activités scientifiques multidisciplinaires exclusivement tournées vers le Sud, pour le Sud et avec le Sud créant ainsi les conditions d'une nouvelle éthique de partenariat.

J'ajoute que les activités de l'institut s'exercent non seulement dans le domaine de la recherche mais également dans les deux autres composantes de la société de la connaissance que sont la formation et l'innovation. Ces trois piliers de la société de la connaissance sont au cœur de notre action pour relever de façon durable les défis sociétaux à l'échelle globale.

La coopération de l'IRD avec le Brésil remonte à plus de 50 ans. Une des premières études réalisées par l'institut portait alors sur la vallée du Rio Jaguaribe, dans le Cearà semi-aride. Aujourd'hui, l'IRD travaille en étroit partenariat avec 26 organismes de recherche et 35 universités brésiliennes.

Dans ce cadre partenarial, le CNPq occupe une position privilégiée. Cela représente, cher Glaucius, plus de trois décennies d'une collaboration que je définirais comme réussie et exemplaire.

Mais c'est en Afrique que se concentre la plupart de nos investissements en terme de ressources humaines et financières, car malgré les importants progrès réalisés par la plupart des Etats africains dans le cadre des objectifs du millénaire pour le développement (OMD), il reste de nombreux défis à relever. Ces défis appellent aujourd'hui une mobilisation internationale et je me réjouis de cette coopération particulièrement innovante qui a pour but d'y faire face ensemble.

L'appel à projets conjoint tripartite qui s'adresse aux communautés scientifiques brésiliennes, africaines et françaises va être disponible demain 21 juin. Un financement commun de 1 M euros est réuni. Il permettra de soutenir les actions déjà engagées tout en créant une nouvelle dynamique qui sera productive en termes de politique publique.

En conclusion, je voudrais réitérer mon attachement au partenariat entre l'IRD, l'APGMV, le CNPq et le CGEE. J'exprime aussi le souhait que cet accord de coopération tripartite, qui met l'accent sur une relation Sud-Sud qui trouve ses racines dans une histoire commune, puisse constituer les prémises d'une plateforme de coopération scientifique et technique au service du développement durable entre les trois continents représentés ici aujourd'hui, à savoir, l'Afrique, l'Amérique Latine et l'Europe.

Je vous remercie.